FNIC
LA Voix DES INDUSTRIES CHIMIQUES

NOUVELLE FORMULE / Juin 2021 /
Nº 550
LE MAGAZINE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE
LA FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

SOMMAIRE

L'EDITO 2
Construisons un tsunami social

LES LUTTES 4-5
CEREXAGRI / PPG Bezons / KEM ONE Saint-Fons / SMURFIT Epernay / Gardanne

L'ACTU 6
Colloque Chimie-Pétrole

CHÂTEAUBRIANT 8
80ème commémoration des fusillés

LE DOSSIER 9-17
La Palestine debout

TRIBUNE 19-21
«Pour une CGT à la hauteur des enjeux»

ÉGALITÉ-MIXITÉ 22-23
Journée d'étude Egalité-Mixité



LA VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES est une publication de la **FNIC** (Fédération Nationale des Industries Chimiques)
FNIC-CGT Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 84 21 33 00 / **www.fnic-cgt.fr** / e-mail : **contact@fnic-cgt.fr**
Directeur de publication : **Emmanuel Lépine** / Commission paritaire **n° 0123 S 06355**
Bimensuel — 1,06 euros / Conçu et réalisé par la **FNIC-CGT** / Imprimé par ADDAX imprimerie
ISSN : 0763-7497

PROFESSIONNELS DES MÉTIERS DE SERVICES, VOUS PASSEZ TOUT VOTRE TEMPS À PRENDRE SOIN DES AUTRES.









ET VOUS ? QUI PREND SOIN DE VOUS ?

HAVAS WORLDWIDE **PARIS** — Crédits photo : Getty Images.

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

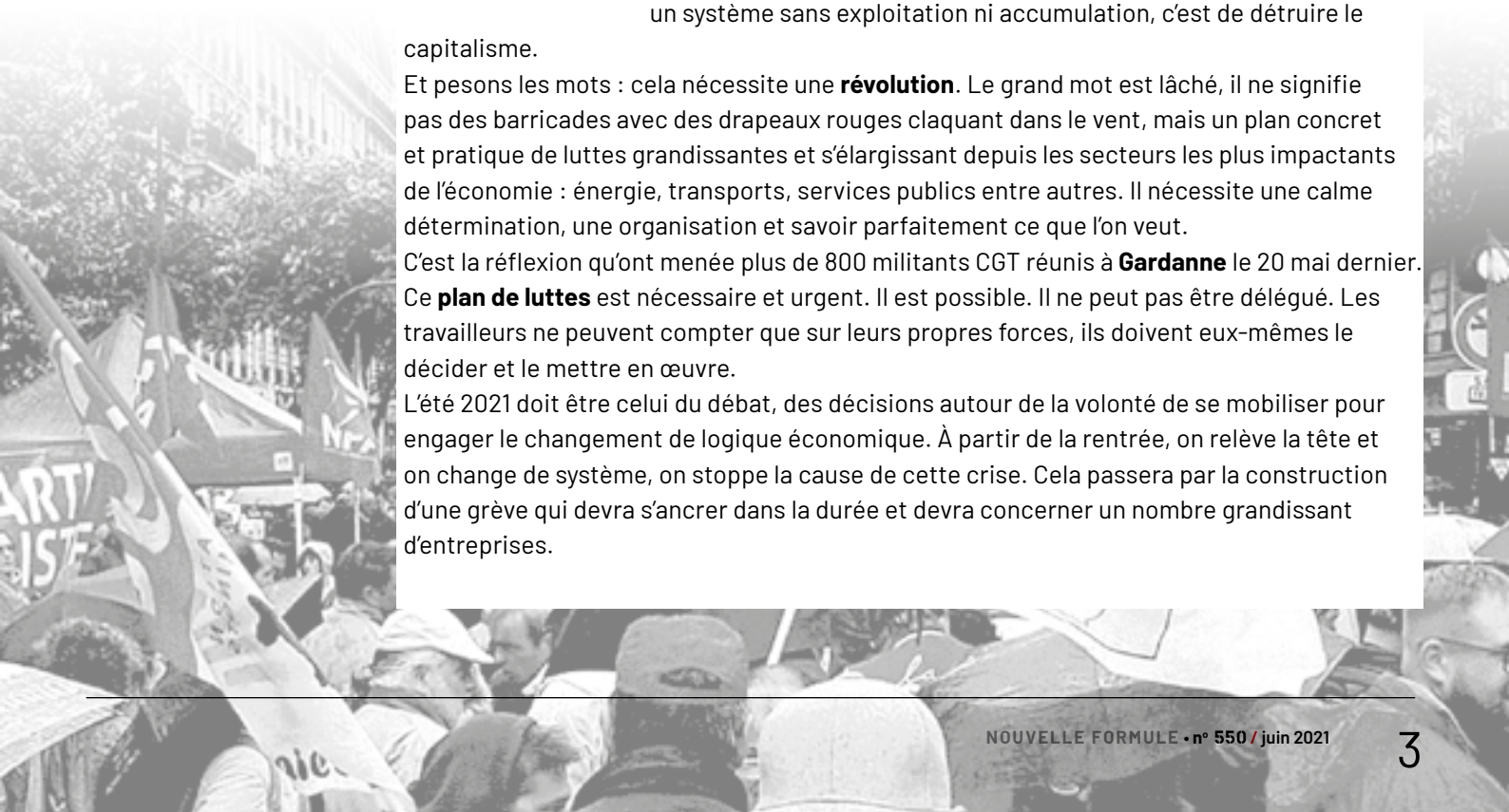
L'EDITO…

CONSTRUISONS UN TSUNAMI SOCIAL

Il existe une crise écologique comme il existe une crise sociale.
La cause n'en est pas la politique menée par Macron, digne héritier des thèses néolibérales de Thatcher et de Reagan, ni le néolibéralisme en tant que tel.
Considérer le néolibéralisme comme le problème, amène à vouloir démocratiser les systèmes financiers, faire en sorte que les travailleurs fassent partie des instances de décision des entreprises, établir un contrôle social sur la finance. Mais le problème n'est pas **le néolibéralisme** ou l'ultra-libéralisme, c'est **le capitalisme** lui-même.
Le capitalisme a pour cœur l'exploitation, et pour but l'accumulation. Le capital exploite les ressources naturelles et le travail humain jusqu'à plus soif, il accumule sans fin les marchandises, donc les profits. Il conduit immanquablement à l'épuisement des ressources, à la pollution et à la souffrance humaine et animale.

La seule façon d'obtenir un système sans exploitation ni accumulation, c'est de détruire le capitalisme.

Essayer de transformer un tel système en son contraire n'est pas possible. Vouloir réformer le capitalisme et construire le socialisme de l'intérieur amène à l'échec car le système lui-même s'organise pour empêcher cela. En particulier l'État, loin d'être un ensemble neutre d'institutions, s'organise pour protéger les intérêts du capital, avec les lois, la justice, la police voire l'armée. La seule façon d'obtenir un système sans exploitation ni accumulation, c'est de détruire le capitalisme.
Et pesons les mots : cela nécessite une **révolution**. Le grand mot est lâché, il ne signifie pas des barricades avec des drapeaux rouges claquant dans le vent, mais un plan concret et pratique de luttes grandissantes et s'élargissant depuis les secteurs les plus impactants de l'économie : énergie, transports, services publics entre autres. Il nécessite une calme détermination, une organisation et savoir parfaitement ce que l'on veut.
C'est la réflexion qu'ont menée plus de 800 militants CGT réunis à **Gardanne** le 20 mai dernier. Ce **plan de luttes** est nécessaire et urgent. Il est possible. Il ne peut pas être délégué. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, ils doivent eux-mêmes le décider et le mettre en œuvre.
L'été 2021 doit être celui du débat, des décisions autour de la volonté de se mobiliser pour engager le changement de logique économique. À partir de la rentrée, on relève la tête et on change de système, on stoppe la cause de cette crise. Cela passera par la construction d'une grève qui devra s'ancrer dans la durée et devra concerner un nombre grandissant d'entreprises.



CEREXAGRI

Les salariés de CEREXAGRI BASSENS, n'ont pas supporté le mépris de leur Direction lors des NAO en ce mois de mars. La Direction leur donnait généreusement une augmentation de salaire avec un talon de 8 euros par mois.
Déterminés à réclamer leur part de richesse créée à la sueur de leur front, ils ont décidé de se mettre en grève illimitée le 26.03.2021 sur leurs revendications légitimes portant sur la reconnaissance de leurs technicité et compétence, sur les conditions de travail, sur une véritable augmentation de salaire, sur un déroulement de carrière, sur un coefficient minimum 175 à l'embauche, sur la formation, sur l'embauche des CDD et des intérims, sur le respect des salariés.
Le Groupe indien UPL fabriquant des phytosanitaires dispose de 3 usines régionales employant 140 salariés.
35 salariés sur le site de Bassens en grève à 95 % ont mené 3 semaines de lutte des plus exemplaires, sans étiquette syndicale, n'étant pas organisés sur le site. C'est main dans la main, qu'ils ont réussi à faire venir le 14.04.2021 la Direction générale qui les méprisait depuis le 26 mars.
Seule la CGT a été réactive et attentive, apportant sa solidarité au quotidien.
Les salariés ont gagné sur la majeure partie de leurs revendications.
Reste aujourd'hui à régler le volet, qui n'est pas le moindre : « Santé et conditions de travail».
Les camarades ont fait le bilan de leurs actions, de leurs forces et de leurs faiblesses.
Ils sont aujourd'hui organisés dans notre Organisation syndicale CGT à 30 %.
Une très belle expérience de lutte.

TOUS ENSEMBLE, ON EST PLUS FORT





PPG BEZONS

Une nouvelle fois, une multinationale riche de milliards de chiffre d'affaires et de bénéfices veut fermer une usine, à Bezons, mettant à la rue et dans la misère 210 salariés et leurs familles.
Cette multinationale se nomme PPG, un groupe qui ne connaît pas la crise, qui a bénéficié de toutes les aides de l'État, du chômage partiel en passant par les aides du CICE et aujourd'hui elle veut fermer le site de Bezons, un site centenaire riche de ses salariées et salariés, de leurs savoir et savoir-faire, leader dans son domaine.
Une seule raison à cette décision du groupe, encore et toujours plus de rentabilité pour plus de profits et de dividendes pour les actionnaires. Ce n'est là qu'une rationalisation des outils de production qui conduit à la délocalisation de la production vers l'Angleterre et l'Espagne.

LES SALARIÉS À L'APPEL DE LA CGT SONT *EN GRÈVE RECONDUCTIBLE* DEPUIS LE 29 AVRIL ET SONT DÉTERMINÉS À ALLER AU BOUT DE LEUR COMBAT POUR QUE LE SITE RESTE OUVERT ET QUE TOUS LES EMPLOIS SOIENT PRÉSERVÉS.

LES LUTTES

CONFLIT

CHEZ KEM ONE USINE SAINT-FONS

Depuis le 1er avril, des mouvements de grève des salariés postés de l'atelier PVC, de 4 heures par poste, ont lieu chaque semaine dans ce secteur pour exprimer leur colère.
L'élément déclencheur fut le versement de bons cadeaux de 300 euros à un secteur et pas à d'autres. Le mal, beaucoup plus profond : les conditions de travail pénibles, la fiabilité des installations, le sous-investissement chronique cristallisent le mécontentement, tout comme les écarts de salaires toujours significatifs par rapport à d'autres sites du groupe. Aussi, les travailleurs ont-ils décidé l'application stricte des procédures et mesures de sécurité avec appel systématique à l'astreinte. Après presque un mois et demi de conflit, les salariés ont décidé de suspendre la grève après que la Direction ait mis par écrit ses engagements en matière de salaire : notamment le versement d'une augmentation individuelle généralisée de 30 à 70 euros.
Cependant les salariés continuent de s'en tenir à leur fonction sans intervenir sur les installations pour dépanner et font appel systématiquement aux astreintes.

SMURFIT EPERNAY

La CGT Adecco et la CGT Smurfit Kappa Bib sont allés à la rencontre de la centaine d'intermittents du travail devant l'entreprise Smurfit, à Epernay, le vendredi 28 mai 2021.
Dans le projet politique de la bourgeoisie l'intérim est un outil de première importance. Il s'agit pour le patronat, avec la complicité de l'État, de diviser la classe ouvrière et de mettre la pression sur l'ensemble des travailleurs.
L'intérim est un outil des patrons pour limiter les grèves et augmenter les cadences.
Cette rencontre était nécessaire, il est important de faire face à cette classe organisée qui veut maintenir ses profits quoi qu'il en coute.
Il était important de rappeler que les intérimaires ont des droits, et que ces droits la CGT est là pour les défendre.
Il faut agir contre les abus de cette Direction qui profite de cette précarité, de ce chantage à l'emploi, de cette pression managériale etc., agir contre ces entreprises utilisatrices qui se foutent de l'égalité de traitement.
Ce combat appartient à tous les travailleurs , il est primordial que CDI, CDD ET INTERIMAIRES se serrent les coudes pour lutter contre ces entreprises utilisatrices et ces boîtes d'intérim qui arrangent le droit du travail à leur sauce au profit du capitalisme.

GARDANNE

L'initiative du 20 mai à la Centrale de Gardanne, autour des secteurs en lutte, a été couronnée de succès, et est porteuse de propositions pour un projet de rénovation et de conquête.
Cette rencontre des secteurs de lutte de la CGT, est entrée dans une nouvelle étape, qui peut-être sera celle d'un rendez-vous avec l'Histoire du mouvement syndical de lutte de classe de notre pays. Près de 1 000 militantes et militants, représentant plus de 50 Unions départementales et 15 Fédérations professionnelles, étaient présents à Gardanne le 20 mai 2021, au rassemblement des entreprises en lutte, pour exiger une CGT à la hauteur des enjeux de la période.
Les débats ont démontré que la CGT doit contribuer au combat émancipateur, qui doit demeurer celui du monde du travail, jouer son rôle d'une organisation syndicale de lutte de classe, qui porte un changement de société, et non une organisation d'accompagnement du capitalisme.
Les syndicats réunis à Gardanne ont ouvert des perspectives de reconquête de la lutte sociale, avec l'objectif de s'unir, de faire converger interprofessionnellement toutes les actions pour qu'en s'articulant entre elles, elles se complètent, s'épaulent et produisent un mouvement d'ensemble pour gagner.

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE LE :

- 12 juin pour les libertés et contre les idées d'extrême droite ;
- 15 juin à l'appel de la Fédération de la Santé / Action Sociale, pour une fonction publique de santé et d'action sociale, qui réponde aux besoins de la population ;
- 22 juin à l'appel de la Fédération Mines Energie pour gagner le Service public de l'énergie.

Il faut appeler la CGT à une grande mobilisation interprofessionnelle dès le début septembre.

COLLOQUE INTERNATIONAL DES TRAVAILLEURS DE LA CHIMIE ET DU PÉTROLE DU 24 AU 26 NOVEMBRE 2021



Chers Camarades,

Vous le savez, la direction fédérale a validé l'organisation d'un colloque Chimie/Pétrole durant la semaine 47.

Du 24 au 26 novembre, nous nous réunirons à Louan, sur le site où devait se tenir notre Congrès, afin d'échanger sur l'actualité et les perspectives dans ces deux branches importantes que sont la Chimie et le Pétrole.

Importantes à plus d'un titre.

Importantes en matière de réponse aux besoins tout d'abord. La transformation du pétrole amène des matières premières essentielles pour tout un tas d'industries de transformations et est donc nécessaire aujourd'hui en France et en Europe, contrairement à ce que prétendent les patrons pétroliers. Quant à l'industrie chimique, on ne compte plus les domaines où, sans elle, rien ne serait possible aujourd'hui. Pour notre santé, pour notre nourriture, pour l'eau potable, pour nous loger, pour nous habiller, pour nous déplacer et pour communiquer, les produits chimiques sont incontournables.

Importantes ensuite en matière d'emplois. Rien qu'en emplois directs, ce sont près de 250 000 salariés qui travaillent dans ces branches. Alors, si on rajoute les sous-traitants et les services qui sont liés directement ou indirectement à ces activités industrielles, on voit vite que le nombre de familles qui vivent grâce à la Chimie ou au Pétrole est loin d'être négligeable.

Mais aujourd'hui, alors qu'il est évident que ce sont des secteurs d'activités essentiels pour notre vie à tous, la stratégie patronale est de faire disparaître peu à peu l'ensemble des sites industriels de notre pays et ceux liés à ces activités en premier lieu. Notamment sous la soi-disant pression de l'opinion qui ne voudrait plus d'industrie à priori polluante près des lieux de vie.

On le sait tous ici, tout ça n'est que prétexte pour délocaliser et accroître les profits.

Néanmoins, le débat sur les nuisances potentielles de nos industries ne doit pas être éludé. Car sans la population, qui, il est vrai, est de plus en plus réticente aux implantations industrielles, la bataille pour le maintien et le développement des industries chimiques et pétrolières est perdue d'avance.

Tous ces aspects devront donc être débattus lors de notre colloque.

Le Secrétariat Fédéral a envisagé d'articuler les journées autour de 4 thématiques :

- **½ journée sur le pétrole,**
- **½ journée sur la filière éthylène chimie,**
- **½ journée sur les industries cosmétiques et pharma,**
- **½ journée sur les aspects environnementaux et sociaux.**

Face aux fermetures d'entreprises, aux suppressions d'emplois, et restructurations dans nos branches, il y a nécessité de travailler syndicalement en cohésion autour de revendications, de projet communs.

L'ensemble des syndiqués et élus CGT est invité à participer aux travaux de ce colloque pour être plus fort, et mieux armés dans l'argumentation.

Nous appelons chaque syndicat à s'inscrire dans cette initiative avec le maximum de militants afin que sa réussite soit au niveau des moyens mis en œuvre.

SMA

Société Méric et Associés

L'expert-comptable des IRP CSE, CSEC & Comité de groupe

Missions légales récurrentes

- Consultation annuelle sur la situation économique et financière
- Consultation sur la politique sociale, les conditions de travail et de l'emploi
- Orientations Stratégiques de l'entreprise

Missions légales ponctuelles

- Licenciement
- Alerte
- O P A
- Concentration

Missions conventionnelles

- Tenue de comptabilité
- Révision des comptes
- Etablissement des états financiers
- Social (Paies et déclarations sociales)
- Conseil
- Assistance à la rédaction du rapport de présentation des comptes

60 Rue Racine
69100 VILLEURBANNE
04 78 69 17 81
www.mericassocies.com

COMMÉMORATION DES FUSILLÉS CHÂTEAUBRIANT 22 OCTOBRE 1941



La commémoration qui aura lieu le **17 octobre 2021**, pour l'hommage aux fusillés de Châteaubriant, a cette année une petite particularité puisque ce sont les 80 ans de cet événement tragique.

AUJOURD'HUI PLUS QU'HIER NOUS DEVONS NOUS SOUVENIR DE CETTE PAGE D'HISTOIRE, POUR QUE CELA NE SE REPRODUISE JAMAIS !

Quand on voit la montée du fascisme, nous pouvons nous poser des questions sur le futur.

Le gouvernement, de par ses positions, ses actions, qui pourraient être comparées à celles de Pétain, ne nous aide pas dans notre combat pour l'émancipation des peuples. Loin de là ! Et cette période de crise sanitaire que nous vivons est une aubaine pour le capitalisme, pour remettre en cause nos conquis que nous devons pour une grande partie à nos Camarades assassinés en 1941.

UN PEUPLE SANS MÉMOIRE EST UN PEUPLE SANS DÉFENSE.

Il est indispensable de faire un travail de mémoire pour savoir de quoi la nature humaine est capable, pour structurer nos luttes et nos revendications.

Des hommes ont perdu leur vie pour que nous restions libres. Les Camarades ont été fusillés en 1941 pour l'exemple.

Des Camarades de notre Fédération, **Jean POULMARC'H, René PERROUAULT, Victor RENELLE** ont perdu leur vie pour des idées justes, et qui le sont toujours.

Les biographies des Camarades, dont les salles de la Fédération portent les noms, sont dans les courriers fédéraux 587, 588 et 589.

Nous, les militants de la FNIC-CGT, allons-nous laisser les gouvernements successifs tout remettre en cause, et récupérer nos symboles, comme la lecture de la lettre de Guy MOQUET à l'école, la remise en cause des acquis obtenus par le CNR, la liberté d'expression, de manifester ?

Aujourd'hui, la Liberté, que nos Camarades ont tant défendue, est largement remise en cause, aussi bien par le gouvernement que par le patronat.

Pour ce 80ème anniversaire, il est indispensable d'être nombreux pour montrer que nous, militants, nous n'oublions pas pourquoi des Camarades sont morts.

Ces valeurs, ces engagements qui dérangeaient à l'époque le gouvernement de Vichy, étaient portés par la CGT puisque beaucoup de fusillés étaient syndiqués à la CGT.

Chacun est libre d'agir ou pas, c'est une question de conscience et de lucidité.

LA PALESTINE DEBOUT



La Palestine est un concentré de ce que peut donner une politique impérialiste : droits du peuple et des travailleurs palestiniens bafoués, occupation, guerre sans fin. La FNIC-CGT consacre ce dossier à ce sujet à la fois ancien et brûlant, dont la résolution reste une revendication majeure de notre organisation.



« Vous ne pouvez pas appeler à la fin du racisme et de l'antisémitisme, sans appeler à la fin de l'occupation de la Palestine et à la liberté pour les prisonniers politiques y compris Georges Ibrahim Abdallah. »
Angela Davis

1. LE PEUPLE PALESTINIEN EXISTE

Voie de passage privilégiée entre Asie et Afrique, cette région du Moyen-Orient est historiquement occupée par de nombreux peuples qui s'y mélangent : Phéniciens, Philistins, Hébreux puis Perses, Grecs, Romains, ensuite Arabes puis Turcs ottomans. À la fin de la Première Guerre mondiale, la chute de l'Empire ottoman permet le dépeçage du Moyen-Orient par les Français et les Britanniques. Ces derniers s'octroient une immense région comprenant Koweït, Irak, Jordanie et Palestine.
À cette époque, la Palestine compte 700 000 habitants dont 80 % d'Arabes musulmans, le reste de la population étant constitué à parts égales de chrétiens et de juifs.
Durant cette guerre, les Anglais ont recherché activement le soutien américain, où le mouvement sioniste* est très influent. Dans ce contexte, fin 1917, les Anglais signent une déclaration (Déclaration Balfour) en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, une terre qui n'appartient pourtant pas à l'Angleterre.
À partir de là, les Anglais favorisent l'immigration juive en Palestine, qui fait un bond après 1933 et l'avènement du nazisme en Allemagne. En 1936, les Arabes palestiniens se soulèvent (grèves générales, lutte armée). Ils revendiquent la fin du mandat britannique, la création d'un État arabe indépendant et la fin de l'immigration sioniste. L'insurrection dure trois ans, son échec militaire aboutit au démantèlement des forces paramilitaires arabes, au renforcement des forces paramilitaires sionistes, avec le soutien actif des Britanniques.
En 1947, Le Royaume-Uni renonce à son mandat en Palestine, l'ONU (qui vient d'être créée) propose un plan de partage entre Juifs et Palestiniens. Les Palestiniens refusent tout partage et les sionistes ne sont pas satisfaits, il y a trop d'Arabes dans les zones imparties. La population totale de Palestine est alors composée pour deux tiers d'Arabes et un tiers de Juifs.
Commence alors la « guerre d'expulsion » que les Palestiniens désignent aujourd'hui encore comme la « Nakba », la catastrophe. 800 000 environ sont expulsés de leurs foyers de novembre 1947 jusqu'à l'été 1949 avec les armistices israélo-arabes.
Les Juifs refont le partage des frontières à leur avantage. Finalement, les Palestiniens n'obtiennent que la moitié du territoire prévu par le plan de partage.
Ce territoire va encore se réduire en 1967 (guerre des Six-Jours) puis en 2003 (plan Sharon). C'est finalement

***Sionisme :** Né au 19e siècle, le sionisme est une idéologie et un mouvement politique dont l'objectif est de constituer un État souverain pour les Juifs. Le sionisme a choisi la Palestine comme territoire de cet État.*





lors d'une période récente, de la fin de la première à la fin de la Seconde Guerre mondiale, que s'affirment à la fois le sentiment national juif et national palestinien. Le conflit israélo-palestinien qui s'en dégage, oppose deux mouvements nationaux, fortement teintés de dimension religieuse : le nationalisme juif, ou sionisme et le nationalisme arabe palestinien. Ainsi, contrairement à la propagande de l'État d'Israël, les Juifs ne se sont pas implantés dans un pays quasi-désertique, le peuple palestinien préexistait, et son identité a grandi en parallèle à celle du peuple israélien.

2. SOUTENIR LES PALESTINIENS, C'EST ÊTRE ANTISÉMITE ?

Non bien sûr.
L'antisémitisme, c'est la discrimination, le racisme, la haine dirigée contre les Juifs en tant que groupe ethnique ou religieux. L'antisémitisme est un fléau, une idéologie à l'origine des massacres de Juifs

Mais attention : **des sionistes font souvent semblant de confondre antisionisme et antisémitisme...**

durant l'Histoire, notamment en Europe.
Ce sont les pogroms russes qui ont provoqué l'émigration de 600 000 Juifs à partir de la fin du 19e siècle, vers les États-Unis majoritairement, si bien que ce pays compte aujourd'hui autant de Juifs qu'en Israël. L'antisémitisme fut la cause de la Shoah,

L'ANTISÉMITISME RELÈVE DE LA XÉNOPHOBIE ET DE PRATIQUES totalement incompatibles avec les valeurs de la CGT !



l'entreprise d'extermination systématique des Juifs d'Europe par les Allemands entre 1933 et 1945. ... si bien que critiquer la politique d'annexion illégale, d'occupation des terres d'autrui, d'apartheid des Palestiniens en Israël, signifierait être antisémite et rabaissé au même rang que les nazis !
Une pirouette pour éviter les problèmes de fond !
Pour rappel, le sionisme, c'est le mouvement

nationaliste visant à créer, puis à soutenir l'État d'Israël et sa politique. L'antisionisme, ce n'est pas nier aux Juifs le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme on l'entend trop souvent, mais un mouvement qui s'oppose à la conception d'un État qui s'arroge le droit d'apartheid et de nettoyage ethnique envers les Palestiniens.
L'apartheid, c'est, par exemple pour Israël, qui est porté en exemple pour avoir vacciné « sa » population, exclure les Palestiniens de sa campagne vaccinale, malgré ses obligations internationales.
L'antisionisme, ça veut dire l'égalité des droits pour tous entre Méditerranée et Jourdain et donc pas de statut privilégié pour aucun groupe humain. Pour juger si le sionisme est acceptable, il vaut mieux s'informer de la réalité de la vie des Palestiniens plutôt que de philosopher sur des principes derrière son ordinateur ou sa télévision.

3. LE QUOTIDIEN DES PALESTINIENS

Sur la question de la terre : plus de 50 ans après la Guerre des Six-Jours, la Cisjordanie et le plateau syrien du Golan sont toujours illégalement occupés par Israël. Le Golan, territoire syrien, a été annexé unilatéralement en 1981, ce qui n'a jamais été reconnu par la communauté internationale. Dans ces territoires occupés, le développement des colonies, les barrages, les interdictions, les annexions, les expulsions de familles, etc., tout vise à empêcher un éventuel retour en arrière.



Ahed Tamimi

L'armée veut imposer l'occupation israélienne par le « fait », au mépris du droit.
Depuis 50 ans, plus d'un million d'oliviers et des centaines de milliers d'arbres fruitiers ont été détruits de force par l'armée israélienne en territoire occupé, pour faciliter la construction de colonies, de routes et d'infrastructures. Le déracinement d'oliviers centenaires a entraîné des pertes considérables pour les fermiers palestiniens, alors que l'huile d'olive est un produit phare de l'économie palestinienne, numéro un de la production agricole. Aucune plainte pour destruction d'oliviers déposée au cours des précédentes années n'a abouti à une inculpation. Malgré tout, les Palestiniens ne se laissent pas faire ! Ils replantent là où la veille, les bulldozers ont déraciné les arbres.
En Cisjordanie occupée, les maisons et bâtiments détruits par l'armée israélienne ne se comptent plus. Un matin, le bulldozer arrive, protégé par les militaires, et détruit votre maison, sous des prétextes divers, souvent parce que le tracé du mur de la Honte, énorme mur construit au mépris du droit international, doit passer par là. Les colons israéliens, essentiellement des intégristes religieux, s'installent alors, n'hésitent pas à provoquer des attaques car ils bénéficient d'une impunité presque totale, ce qui engendre rassemblements et violences, qui vont être alors montrés dans les médias, tendant à prouver que les Palestiniens sont des terroristes. Il y a actuellement 660 000 colons israéliens en Cisjordanie occupée, dont 220 000 à Jérusalem-Est, capitale de l'Etat palestinien.



Destruction d'une maison palestinienne en Cisjordanie

Les forces israéliennes envahissent quotidiennement des villages, terrorisent, enlèvent et blessent quotidiennement des gens, confisquent des terres. Ces violations ne font jamais la une des médias, mais elles sont entrées dans le douloureux quotidien des Palestiniens.
En Cisjordanie, tous les jours, les habitants éprouvent d'énormes difficultés à se déplacer d'une ville à l'autre, à cause de centaines de check-points imposés par l'armée israélienne, où les humiliations sont systématiques, les coups et les arrestations arbitraires, fréquents.
Les ouvriers, les étudiants se lèvent à 3H du matin pour arriver sur leur lieu de travail vers 8H, quand ils y arrivent. Ceux qui vivent à côté du mur de la Honte passent des heures pour se rendre dans leurs écoles, leurs universités, dans leurs terres. Pour de nombreux Palestiniens, le mur signifie être coupé de sa ferme, de son école, d'un hôpital, de sources d'eau.
Parlons de l'eau, une ressource limitée, un enjeu crucial. Les Palestiniens ne disposent que de 20 % des nappes phréatiques en Cisjordanie. L'État israélien puise l'eau



Le mur de la Honte en Palestine occupée

des nappes en amont et donc, limite la construction des puits par les Palestiniens. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les Palestiniens sont approvisionnés de manière intermittente, à raison de deux fois par semaine, pendant une durée de deux à trois heures. Lors des sécheresses, l'opérateur israélien arrête l'approvisionnement palestinien, mais pas celui des colonies. Quand les Palestiniens résistent et protestent, ils le font sur leur terre, contre l'occupation illégale d'une armée étrangère. Appelle-t-on « violences » les actes héroïques des Résistants français en 1939-45 contre l'occupant allemand ? Non bien sûr, et ce n'est pas être raciste antiallemand que le dire ! Cette situation journalière traumatisante tourne régulièrement au cauchemar, quand l'État d'Israël décide d'envoyer bombes et missiles dans des « opérations »
militaires qui sont en réalité des massacres. Nos médias parlent alors d'une « reprise » du conflit (car selon eux, le reste du temps, tout est normal !), ou bien parlent « d'affrontement », alors qu'on a, face à face, des bombardiers tactiques et des chars d'un côté, des civils de l'autre. Parle-t-on d'affrontement quand la botte écrase la fourmi ?



Dans un hôpital à Gaza

Sur la même période, PRÈS DE 5 000 PALESTINIENS ont perdu la vie dans les opérations militaires israéliennes, cent fois plus, presque le double des victimes du World Trade Center...

Oui mais, répond-on, il y a les roquettes palestiniennes qui tuent en Israël ! C'est vrai, depuis 20 ans, ces roquettes, quasi-systématiquement en réponse à des agressions israéliennes, ont tué moins de 50 civils israéliens. Sur la même période, près de 5 000 Palestiniens ont perdu la vie dans les opérations militaires israéliennes, cent fois plus, presque le double des victimes du World Trade Center, mais la couverture médiatique en moins.
À cette description, il convient d'ajouter les Palestiniens en exil. Sur une population estimée à 12 millions recensés, les deux-tiers sont exilés à l'étranger, en particulier dans des camps de réfugiés en Syrie, au Liban et en Jordanie. En Jordanie, ils représentent plus de la moitié de la population. Les Palestiniens représentent
37 % de la population de Jérusalem-Est, qui est occupée et annexée par Israël. Parmi eux, 75 % vivent sous le seuil de pauvreté et près de 40 % de leurs habitations sont menacées de destruction.

4. L'ÉCONOMIE D'OCCUPATION

La crise économique en Palestine est permanente, la cause en est une politique de la puissance occupante visant à interdire tout développement, par le vol de la terre, de l'eau par le blocus et les entraves à la circulation des marchandises, y compris l'importation et l'exportation.
Moins de la moitié des Palestiniens ont un emploi, deux tiers des jeunes sont exclus du marché du travail, moins d'une femme sur cinq travaille. Selon l'OIT, il n'est pas d'endroit au monde où la situation des femmes sur le marché du travail est aussi catastrophique.
La Cisjordanie est ainsi un réservoir de main d'œuvre à bas coût pour les entreprises israéliennes, qui en manquent de manière chronique. Quelque 127 000 Palestiniens se rendent quotidiennement en Israël et dans les colonies pour travailler, les deux tiers dans la construction, où les conditions de travail sont déplorables avec un taux élevé d'accidents mortels. A cela s'ajoute un nombre inconnu de travailleurs clandestins. Les habitants de la bande de Gaza n'ont

même pas cette possibilité, ils dépendent des fonds de l'ONU pour les réfugiés, des salaires versés par l'autorité palestinienne et des envois de fonds internationaux.
L'enclave de Gaza a un appareil productif anéanti par les guerres israéliennes et le blocus terrestre, aérien et maritime.
Avec l'installation de zones franches depuis les années 80, l'impérialisme israélien en Palestine ajoute la colonisation d'exploitation à celle de peuplement.
En 2020, la Cisjordanie occupée compte au moins 132 colonies israéliennes officielles et 124 « avant-postes » non-officiels, où vivent plus d'un demi-million de colons.



Ces colonies pratiquent très souvent l'agriculture, mais celles situées le long de la ligne d'armistice de 1949 hébergent 18 zones industrielles. Ces zones sont partie intégrante du tissu économique israélien et opèrent ce que l'on peut considérer comme une colonisation économique.
L'État israélien subventionne la création d'entreprises dans les territoires occupés, où les zones industrielles sont classées en zones franches, ce qui leur octroie de nombreux avantages fiscaux, permettant de maintenir les baux commerciaux ou industriels à un niveau moins élevé qu'en Israël. Les faibles coûts opérationnels attirent également les investisseurs étrangers.
A Barkan, l'une de ces zones illégales près de Naplouse, près d'une centaine d'entreprises se sont installées depuis sa création en 1982.

LA COLONIE D'EXPLOITATION se caractérise par un libre accès aux ressources locales, une règlementation environnementale peu contraignante, une main-d'œuvre bon marché.

On trouve, par exemple, l'entreprise sud-coréenne Hyundai Heavy Industries (HHI), le plus grand constructeur naval du monde. Ses machines sont notamment utilisées pour la démolition de maisons palestiniennes dans et autour de Jérusalem.
Le constructeur allemand de machines de travaux publics Bomag construit des engins de compactage de sol, qui servent à la construction des routes des territoires occupés. Bomag est l'une des 208 filiales du groupe Fayat, le 4ème géant du BTP en France, etc.
Transformation du métal, du plastique, du caoutchouc, du textile, chimie, traitement des déchets venant d'Israël (2 usines), informatique, édition, archives, etc., la plupart des secteurs du secondaire et du tertiaire européens y sont représentés. Tout ceci en dépit de la politique officielle de l'Union Européenne de ne pas soutenir l'activité économique d'une puissance occupante.
La colonie d'exploitation se caractérise par un libre accès aux ressources locales, une règlementation environnementale peu contraignante, une main-d'œuvre bon marché. Les familles paysannes, dont les terres ont été confisquées et l'ensemble de la population palestinienne confinée dans sa zone de résidence n'ont souvent d'autre choix que de se faire embaucher par ces entreprises. Israël domine ainsi le marché du travail et l'économie locale. Les Palestiniens restent des éléments extérieurs aux entreprises israéliennes, l'échange se limitant à la fourniture de leur seule force de travail. En toute logique,

la présence de ces entreprises appelle l'installation de nouveaux colons israéliens. La captation de l'emploi contribue ainsi à l'accaparement des terres, opérant une colonisation par le travail et les entreprises locales palestiniennes deviennent dépendantes de l'économie israélienne. En dominant l'activité économique de son hôte, la puissance colonisatrice met la main sur le territoire et crée un état de fait difficilement réversible.

5. L'AUTORITE PALESTINIENNE

Dans ce pays occupé, quadrillé, surveillé en permanence, il n'y a pas d'État, mais il y a depuis 1993, une institution nommée « autorité palestinienne » qui, non seulement, n'a pas les moyens de gouverner (les deux tiers de ses recettes sont contrôlés par Israël), mais de plus, est corrompue et n'a aucun mandat démocratique.
Les Palestiniens placent la corruption au deuxième rang des problèmes auxquels ils sont confrontés, après la crise économique et à égalité avec l'occupation israélienne. S'il y a des corrompus, cela signifie qu'il y a des corrupteurs, au premier rang desquels figure Israël, qui conforte et exploite cette corruption de l'autorité palestinienne, avec comme objectif, de faire porter le blâme sur les Palestiniens pour leurs maux économiques et de détourner l'attention de l'impact dévastateur qu'a la politique coloniale de l'État d'Israël. Ensuite, au niveau international, les gouvernements et surtout les entreprises, notamment les multinationales occidentales, sont profondément complices du régime israélien d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid qui dure depuis des décennies, tout

Dans un rapport de 2020, L'ONG HUMAN RIGHTS WATCH déclare que des centaines de Palestiniens ont été arrêtés et torturés par les forces de sécurité de l'autorité palestinienne pour les « délits » les plus insignifiants.

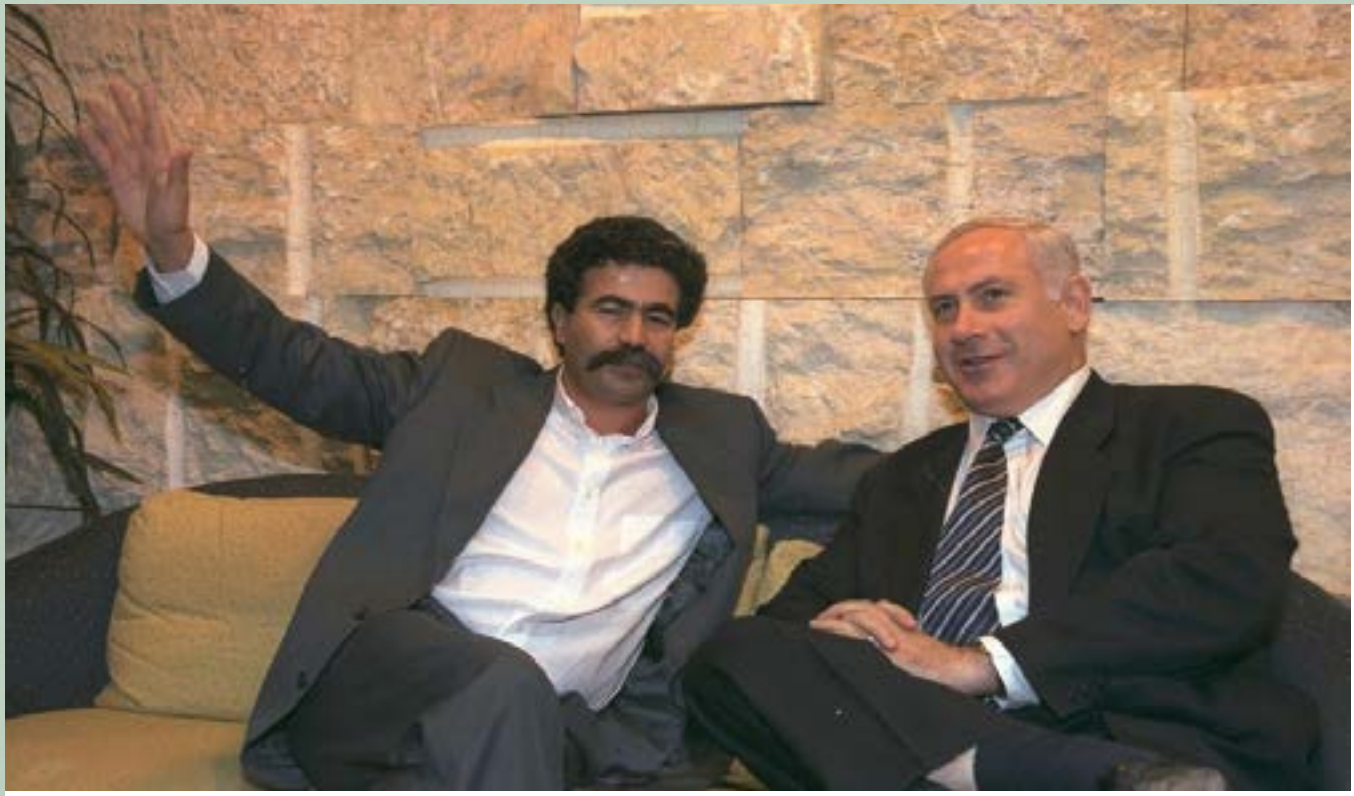
comme ils étaient complices du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Israël ne peut maintenir ce régime d'oppression et de corruption qu'avec la complicité internationale.
L'autorité palestinienne, qui promettait autrefois la liberté et la libération des Palestiniens dans un État souverain et indépendant, existe avant tout pour assurer la sécurité de l'armée israélienne et des colons juifs illégaux en Palestine occupée. L'autorité palestinienne emploie 180 000 fonctionnaires, le secteur de la sécurité est le plus important, avec 44 % du personnel total et 35 % du budget annuel, dépassant l'éducation (16 %), la santé (9 %) et l'agriculture (1 %). Dans un rapport de 2020, l'ONG Human Rights Watch déclare que des centaines de Palestiniens ont été arrêtés et torturés par les forces de sécurité de l'autorité palestinienne pour les « délits » les plus insignifiants. Si on connait la détention illégale de milliers de Palestiniens en Israël, on ignore souvent que des Palestiniens sont détenus dans les prisons de l'autorité palestinienne, dont de nombreux en grève de la faim. Israël est certes responsable de la plus grande part des violations des droits de l'homme palestiniens, mais l'autorité palestinienne fait partie intégrante de cette stratégie.



Véritables forces supplétives de l'occupant israélien, les services de police de l'autorité palestinienne répriment une manifestation à Ramallah

6. LA HISTADROUT

La Histadrout est considérée comme le principal syndicat de travailleurs israéliens. Elle est affiliée, comme la CGT, à la CSI (Confédération Syndicale Internationale). Le problème, c'est que ce n'est pas un syndicat. Dès 1920 le mouvement sioniste crée, parmi les institutions qui lui sont nécessaires, la Histadrout, qui adopte en partie les apparences d'une Organisation Syndicale mais en réalité fait partie de l'appareil d'État, à la fois comme instrument de contrôle social, de domination coloniale et de propagande.



Netanyahu en 1997 avec Amir Peretz, alors président de la Histadrout, aujourd'hui président du parti travailliste

LA HISTADROUT contrôlait, jusqu'à une date récente, un tiers de l'économie du pays, par la détention de banques, entreprises, bâtiments, compagnies de transport, caisses de protection sociale, etc.

«Père de la Nation » d'Israël, Ben Gourion, premier Secrétaire général de ce
« syndicat », a proclamé que « sans la Histadrout, je doute que nous aurions eu un État ». En 1936, la Histadrout joue un rôle central pour briser la grève générale palestinienne. Jusqu'en 1962, il faut être juif pour pouvoir y adhérer, les israéliens non juifs ne le peuvent pas.
La Histadrout contrôlait, jusqu'à une date récente, un tiers de l'économie du pays, par la détention de banques, entreprises, bâtiments, compagnies de transport, caisses de protection sociale, etc. Son importance économique et son rôle d'employeur restent considérables.Politiquement et pratiquement, la Histadrout soutient la discrimination raciale, un colon juif peut y adhérer, son voisin palestinien non. Elle a escroqué, pour une somme dépassant les 2 milliards de dollars, des centaines de milliers de travailleurs palestiniens qui ont cotisé, quand ils ont été employés en Israël, et n'ont rien touché en retour après leur licenciement. Elle exclut tous les précaires qui ont remplacé les Palestiniens dans l'économie israélienne : Philippins, Thaïlandais, "sans papiers" venus du Soudan ou d'Érythrée.

Elle soutient l'occupation israélienne de la Palestine, y compris les guerres comme en 2008 contre Gaza, et d'une manière générale, proclame les vues et positions du gouvernement, ce qui est naturel du fait de ses liens étroits avec le parti travailliste. Dans la Confédération Syndicale Internationale (CSI), où elle reste admise, le représentant de la Histadrout n'a qu'une seule activité : lutter contre toute velléité de boycott syndical. La CGT doit exiger l'exclusion de la Histadrout de la CSI et, en attendant, rompre officiellement tout lien avec cette structure qui n'est pas un syndicat.

7. BDS : BOYCOTT DÉSINVESTISSEMENT SANCTION

BDS est une campagne qui vise au boycott économique, politique et culturel à l'encontre de l'Etat d'Israël, des personnalités et des entreprises qui soutiennent sa politique ou son économie, dans le but de mettre fin à l'occupation illégale des territoires depuis 1967, pour

l'égalité des citoyens arabes d'Israël et le droit au retour des réfugiés palestiniens en Israël. Elle constitue un outil de pression sur les gouvernements, notamment français, pour qu'ils appliquent des sanctions et un levier sur le gouvernement israélien, qui servira à imposer la seule issue pour cette région : l'application du droit international et le respect des droits des Palestiniens.
Elle s'inscrit dans le combat permanent contre toute forme de racisme, ne vise pas des personnes en raison de leur origine ni de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits. Par exemple, BDS n'appelle pas au boycott de produits casher fabriqués par une entreprise non israélienne. Ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans.
La campagne BDS consiste à refuser d'acheter ou de consommer les produits et les services de l'économie israélienne ; à refuser de participer à toute action culturelle, sportive... promue en France ; à mener des campagnes d'information et de sensibilisation du public ; à informer les partenaires commerciaux ou institutionnels des raisons du boycott, et sur les entreprises françaises qui participent à l'occupation et à la colonisation israélienne ; à mener des actions d'information auprès des entreprises et comités sociaux et économiques français sur les produits israéliens et les raisons de cesser leur distribution.



Intifada



LA FNIC-CGT EST MEMBRE DE LA CAMPAGNE BDS

La résistance du peuple et des travailleurs palestiniens est héroïque. Elle est légitime face à une puissance occupante, Israël et son armée. Elle doit être soutenue avec force. L'apartheid doit cesser. Les troupes israéliennes et les colons doivent se retirer des territoires occupés. La solution à deux Etats, dans les frontières de 1967 doit être mise en œuvre immédiatement Les Palestiniens ont le droit de vivre normalement dans leur pays. En droite ligne de nos valeurs anticolonialistes et internationalistes, la FNIC-CGT, adhérente de la Fédération Syndicale Mondiale, réaffirme son soutien indéfectible au peuple et aux travailleurs palestiniens.

LA CAMPAGNE BDS consiste à refuser d'acheter ou de consommer les produits et les services de l'économie israélienne.

apgis



S'engager à vos côtés



www.apgis.com

TRIBUNE

POUR UNE CGT À LA HAUTEUR DES ENJEUX

+ DE 1 500 SIGNATAIRES

Une situation insupportable pour la jeunesse, les salariés comme les retraités. Depuis plus d'un an, les travailleuses et travailleurs comme l'ensemble de la population vivent dans la spirale de la régression généralisée marquée par des atteintes aux libertés individuelles et collectives, une répression sans limite et un effondrement historique du pouvoir d'achat des familles.
La crise sanitaire ne fait qu'amplifier la crise économique et agit comme un révélateur de la véritable nature de ce système capitaliste dont l'unique objectif demeure l'accroissement sans limite des profits des grands groupes et l'enrichissement des actionnaires.
La crise économique et sociale, aggravée par la pandémie de coronavirus trouve son origine dans la logique même du capitalisme, à savoir : accumuler l'argent et accaparer le pouvoir pour une minorité de possédants, et non pas répondre aux besoins du plus grand nombre.
Il est urgent et possible de stopper ce carnage, il faut pour cela s'attaquer à la cause : le régime actuel, qui mêle la domination des grands groupes sur toute l'économie et celle des institutions supranationales à une politique gouvernementale orientée vers le clientélisme des ultra-riches, vers la tolérance zéro et la répression envers tout le reste de la société.

LES CONSÉQUENCES SONT TERRIBLES POUR LA POPULATION :

reculs sociaux ; suppressions d'emplois massives (le pire étant devant nous) ; pression énorme sur les salaires ; aggravation des conditions de travail ; précarité qui se généralise, notamment chez les plus jeunes ; attaques sans précédent contre notre Sécurité sociale, le régime d'indemnisation du chômage, la retraite ; atteintes aux fondements de la démocratie, etc.
Il n'y aurait pas d'argent pour financer les retraites, les services publics, pour assurer la protection sociale, ni pour augmenter le SMIC, ni les grilles de salaires ? Mais en une nuit sont débloqués des centaines de milliards pour les entreprises pour leur permettre de se restructurer aux dépens des travailleurs, pour alimenter la fraude au chômage partiel, qui est massive, pour subventionner les salaires du secteur privé, sous forme « d'allégements » de cotisations sociales, pendant que les profits continuent de tomber pour les actionnaires.
Avec la crise pandémique, l'incapacité du modèle capitaliste à répondre aux besoins du plus grand nombre s'est retrouvée en pleine lumière : pas de lits d'hôpitaux, masques, tests, gel hydro-alcoolique hier, aujourd'hui pas de vaccins ! La gestion de Macron et de son gouvernement ne relève pas d'un manque d'expérience ou de l'incompétence, elle est le produit de choix assumés qui les rendent coupables et responsables du cortège des décès par manque de moyens attribués au service public de santé.
Comme si cela ne suffisait pas, ils continuent aujourd'hui la baisse des moyens pour l'hôpital public, ils valident des plans de licenciements dans le commerce et l'industrie, ils poursuivent les privatisations, qui n'ont pour seul objectif que d'accroître la rentabilité, jetant dans la précarité des centaines de milliers de familles qui ne font pas la une des médias.

ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE : SOCIÉTÉ AUTORITAIRE

En parallèle, les lois établissant l'état d'urgence sanitaire nous plongent dans une société autoritaire où la discipline, la délation et le fichage se généralisent, y compris de nos opinions politiques et syndicales. Cette évolution du régime confirme que le capital joue la carte autoritaire quand ses intérêts sont menacés, comme aujourd'hui en France, comme l'histoire le démontre et comme on l'observe dans plusieurs pays où l'extrême droite est au pouvoir.
Dans cette escalade régressive, gouvernement et patronat, par médias dominants interposés, veulent instaurer une union sacrée, un véritable climat de peur, de résignation et cherchent à dissuader toutes celles et ceux qui résistent aux plans politique et syndical.
Si beaucoup, jusque dans nos rangs, doutent de la capacité du peuple à changer la société, un changement est pourtant en cours, mais à l'inverse de ce dont nous avons besoin ! Dans le même temps, l'idée que la situation n'est plus tolérable progresse dans les esprits.
Face à cette attaque globale du capitalisme, le monde

du travail en légitime défense doit organiser une riposte d'un niveau inédit. La CGT est pour cela une force irremplaçable et, forte de ses principes, elle doit assumer ses responsabilités dans ce moment historique.
Une société fondée sur et pour la satisfaction des besoins du plus grand nombre est possible, l'argent existe pour la mettre en place, il ne s'agit que de choix politique et du rapport de force pour l'imposer. La France est une puissance économique majeure en Europe et dans le monde. Nous avons largement les moyens de nous dégager des logiques mortifères du capital, mises en œuvre dans notre pays sous couvert d'intégration à l'Union Européenne. Nous devons assumer ce qui a toujours été la ligne de conduite de la CGT en organisant partout la défense des intérêts matériels et moraux des salariés et mener la lutte pour changer de société.
La gravité de la situation nationale, les menaces qui pèsent au plan international contre la paix appellent le syndicalisme de classe à retrouver ses couleurs et à la réaffirmation auprès des salariés d'une ligne claire de rupture avec le système économique capitaliste.
Les luttes syndicales doivent être pensées, coordonnées et organisées y compris au plan international, ce que ne permettent pas les orientations et le fonctionnement de la Confédération Européenne des Syndicats.
Pour organiser de grandes mobilisations populaires et le combat frontal contre le capitalisme, la CGT doit avoir un projet revendicatif cohérent, lisible et atteignable.
Pour cela, la CGT doit incarner l'alternative et l'espoir au plan syndical d'une société construite pour répondre aux intérêts de ceux qui créent les richesses. Ce projet interprofessionnel de société nécessite d'être reformulé clairement pour que l'ensemble des salariés et de la population puisse se l'approprier. Ce projet revendicatif et de changement de société doit être au cœur des débats du prochain Congrès des Syndicats de la CGT qui doit se tenir au printemps 2022.

IL EST URGENT D'ORGANISER LA LUTTE INTERPROFESSIONNELLE POUR :

• L'arrêt immédiat de tous les plans de licenciements engagés et la restitution des aides publiques par les entreprises qui ont engagé de tels plans, et un coup d'arrêt aux privatisations qui se poursuivent.
• Une refonte de la fiscalité mettant à contribution les hauts revenus et les grandes fortunes à hauteur de la réponse aux besoins sociaux.
• La réduction du temps de travail à 32 h avec maintien des salaires et obligation d'embauches.
• La réappropriation collective des secteurs stratégiques pour notre souveraineté bancaire, alimentaire, sanitaire, industrielle, numérique et énergétique (avec dans l'immédiat l'abandon du projet Hercule) et le lancement d'une politique systématique de contrôle et de répression de l'évasion fiscale et de leurs auteurs.
• Le SMIC à 2 000 euros, l'égalité salariale femme, homme, et l'augmentation des salaires, pensions, allocations et minima sociaux.
• Un plan d'urgence massif pour la jeunesse.
• L'abandon des réformes des retraites et de l'assurance chômage. Une indemnisation à 100 % des travailleurs privés d'emploi et précaires.
• Un nouveau mode de calcul de la retraite pour les salariés du privé à taux plein, dès 60 ans, calculée sur les dix meilleures années de salaire, à 75 % du salaire brut avec la prise en compte, comme années travaillées, des périodes de chômage partiel et des années d'études à partir de 18 ans.
• Un plan pluriannuel d'investissement public dans la ré-industrialisation et la transition environnementale.
• L'arrêt de la casse de la Sécurité sociale et la garantie de son financement par les cotisations sociales.
• Le renforcement des droits et garanties définis par le Code du travail et le statut des fonctionnaires, ce qui nécessite l'abrogation des lois régressives votées par les gouvernements successifs.
• Un plan de titularisations dans la Fonction publique et créations de centaines de milliers de postes nécessaires dans les services publics pour répondre aux besoins de la population.
• La régularisation des travailleurs sans papiers.
• Le retrait des projets de lois liberticides et antidémocratiques dont la proposition de Loi Sécurité globale et le projet de Loi 4D.





POUR CONSTRUIRE LA RIPOSTE GÉNÉRALE

Les travailleurs de notre pays malgré toutes les interdictions et les entraves aux libertés luttent avec courage et détermination. Les luttes se multiplient dans les services, les entreprises, dans le secteur du spectacle, elles prennent des formes multiples. Souvent elles limitent la casse et le recul social, mais sans organisation, ces luttes ne peuvent converger spontanément.

Un processus conscient de convergence de luttes est nécessaire, il ne se décrète pas. Il appelle de la méthode, de l'organisation, une stratégie, une visée émancipatrice et une détermination à tous les niveaux de la CGT pour construire le tous ensemble, à partir des intérêts communs au monde du travail. Il a besoin de l'unité et de la cohésion de la CGT.

Ce processus doit partir de l'existant, des lieux et des moments de résistance, de confrontations dans les entreprises et dans la société. Des mobilisations ont lieu dans la période dans de nombreux secteurs, dans l'énergie, la santé, l'éducation nationale, le commerce entre autres, à l'image notamment de l'action du 8 avril ou encore dans le spectacle avec des occupations de lieux culturels par les travailleurs de ce secteur. Il faut élargir ces actions qui ont en commun un impérieux besoin de convergence revendicative de toute la CGT pour qu'elles puissent déboucher.

Dans l'unité d'action et de revendications interprofessionnelles la plus large possible, tout doit être fait pour élargir et élever le rapport de force et gagner en dynamique pour faire aboutir les revendications.

Cela nécessite une coordination des luttes et cela suppose que ces actions s'inscrivent dans un processus d'action construit pour gagner et qui doit donc se prolonger autant que nécessaire.

La situation appelle une transformation radicale par la mise à bas du pouvoir du capital. Pour les indispensables ruptures profondes, pour renforcer les luttes et en susciter de nouvelles, nous œuvrerons à unir les efforts de toutes celles et ceux engagés dans ce combat de classe.

POUR CELA, NOUS NOUS ENGAGEONS À CONSTRUIRE, DÈS LE MOIS DE MAI, UNE RENCONTRE NATIONALE DES ENTREPRISES ET SECTEURS EN LUTTE POUR ORGANISER LE TOUS ENSEMBLE.

CONSTRUIRE LA RIPOSTE GÉNÉRALE



ÉGALITÉ MIXITÉ

Le collectif Égalité / Mixité organise *une journée d'étude* le mercredi 8 septembre 2021 à la **Fédération** à Montreuil

Le matin sera abordée la place des femmes dans les luttes et dans les syndicats. Fanny Gallot, historienne et maîtresse de conférence à l'université, nous apportera l'éclairage nécessaire pour faire le lien entre histoire et réalité d'aujourd'hui.

En 2021 nous célébrons les 150 ans de la Commune de Paris. Période d'insurrection et de soulèvement du peuple parisien de 2 mois. 2 mois de révolte de la classe ouvrière contre la hausse du coût de la vie, la création de ghettos ouvriers, et la famine. Femmes, hommes, ouvrières, ouvriers...
Les Communardes et Communards s'unirent avec des idéaux révolutionnaires sous notamment les actes, plumes et voix de Louise Michel.



De nombreux rappels historiques mettent ainsi en lumière la volonté farouche de femmes, de lutter et d'oser revendiquer pour leurs droits et leur dignité.
Notamment, pendant la 1ère Guerre mondiale, lorsque les femmes ont investi massivement les secteurs industriels avec une revendication et pas des moindres « à travail égal, salaire égal ». Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les femmes ont, certes, endossé le rôle de travailleuses, mais elles se sont également engagées dans la Résistance et pas toujours dans l'ombre des hommes.

Longtemps évincées des droits civiques les femmes ont acquis le droit de vote il y a seulement 77 ans (le 21 avril 1944) et ont ainsi pu accéder aux urnes pour la 1ère fois, le 29 avril 1945.

Progressivement les femmes ont arraché leurs droits, leurs conquis sociaux et sociétaux. Que ce soit au sein des barricades, des entreprises, ou dans la rue ! Les femmes ont longtemps été assignées aux tâches



domestiques. Tâches sans capitalisation de valeur marchande donc sans création de richesses selon le système capitaliste.
Le patriarcat a quant à lui causé l'exploitation et l'oppression des femmes et ce bien avant la naissance du capitalisme.
Les hommes, quant à eux, effectuaient un travail producteur de « valeur ». De valeur non seulement économique, mais aussi politique, culturelle… impliquant ainsi toutes formes de valorisation sociale dans un contexte capitaliste.
Pour rappel, les différentes grèves féminines des années 70 ont permis de mettre en évidence le lien entre la surexploitation des travailleuses et l'oppression des femmes. C'est la mise en évidence de la « double journée » entre travail salarié et domestique.
Le capitalisme et le patriarcat sont bel et bien 2 systèmes de domination qui se nourrissent l'un de l'autre.
Dans tous les mouvements sociaux auxquels elles ont participé, les femmes, salariées ou non, abordent de multiples aspects de l'oppression subie, souvent spécifique du fait qu'elles soient tout simplement des femmes : inégalités de salaires, de qualification, de conditions de travail, double journée de travail, avortement, relations de domination dans la famille, rendant collectives ces questions.
Longtemps exclues de la vie politique institutionnelle, c'est par la grève, acte hautement politique, que les femmes ont pu exprimer leurs propres revendications à la fois sociales et sociétales. C'est par cette mobilisation et cette organisation collective qu'elles ont pu mettre en avant la double oppression capitaliste et patriarcale et mener les luttes pour leur abolition.
L'après-midi sera consacré à un moment de formation pour «agir pour l'égalité, sans distinction liée à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre» avec le concours d'Alexandra Meynard et de Camille Hecquet du collectif LGBT de la confédération.

Nous sensibiliser sur les discriminations et plus particulièrement les discriminations LGBT+.
Déconstruire les stéréotypes et insultes.
Etre légitime à agir sur ces questions.
Objectif ambitieux s'il en est, mais toujours nécessaire, obligatoire et à prendre en compte dans nos activités militantes.



Inscription obligatoire

Journée d'étude du collectif Égalité Mixité

Le syndicat CGT : ..... Branche d'activité : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Localité : ..... Dépt : .....

Participation de ..... camarades

Bulletin d'inscription à retourner à la FNIC-CGT – case 429 – 93514 Montreuil cedex ou par mail : contact@fnic-cgt.fr

CONSEIL > EXPERTISE > FORMATION

SECAFI
Groupe ALPHA



Le CSE entre vos mains

VOUS ACCOMPAGNER TOUT AU LONG DE VOTRE MANDAT

Pour construire ensemble des alternatives viables

- Emplois, enjeux sociaux, économiques et environnementaux
- Santé et conditions de travail
- Appui à la négociation d'accords

Un accompagnement sur mesure

- Formation, Expertise, Conseil
- Gestion des budgets
- Assistance au CSE



contact@secafi.com • Tél : 01 53 62 71 40 • www.secafi.com